Le 31 novembre prochain, ce sera la journée internationale de l'homme blanc, hétérosexuel, valide, d'âge et de revenus moyens. En cherchant bien, on pourra sûrement en trouver un qui a été, risque d'être ou sera, au cours de sa vie, victime d'une injustice exigeant la mobilisation générale. Quoi, vous ne connaissez pas le racisme anti-blanc ? L'hétérophobie ? Et ces fauteuils roulants qui vous écrasent les pieds et se réservent le privilège d'une place douillette tout près de l'entrée de votre supermarché ? Assez ! Le 31 novembre, visibilisons enfin ces inqualifiables discriminations !

Bon, d'accord, le 31 novembre n'existe pas et cette journée internationale non plus. Mais ce qui existe bel et bien, même si ce n'est pas reconnu officiellement, c'est une « journée internationale de l'homme », le 19 novembre. Et il a fallu, hélas, que ce soit l'Institut pour l'Egalité des Femmes et des Hommes (IEFH), voulu et mis en place avec l'insistance des organisations féministes, qui sorte ce « machin » de la confidentialité en se fendant d'un comm uniqué
intitulé : « Les hommes aussi sont victimes du sexisme ».

Certes : certains métiers leur sont difficilement accessibles, ils se heurtent à divers freins quand ils veulent s'investir dans la sphère familiale (on pourrait appeler ça le « biberon de verre »?) et eux aussi sont parfois victimes de violences, y compris de la part de femmes ; violences dont ils n'osent se plaindre, tellement cela va à l'encontre de l'image de l'homme fort et dominant.

Loin de moi de contester ces réalités. Mais je constate aussi que ce sont des féministes qui revendiquent, et souvent sans grand soutien masculin, une meilleure implication des hommes dans les tâches dites « féminines ». Je ne vois pas de files d'hommes réclamant un poste d' « homme de ménage » ni de pères grimpant sur les grues pour exiger un congé de paternité obligatoire (une revendication féministe, rappelons-le). Et ce sont encore des féministes (pas toutes, certes, il y a débat) qui plaident pour une présence accrue d'hommes dans les métiers de la petite enfance, condition indispensable pour une vértaible éducation à l'égalité. Car il ne sert à rien de faire de grands discours contre les stéréotypes et les « rôles « masculins et féminins, si les enfants perçoivent, dès le début de leur vie, que ce sont bien uniquement des femmes qui s'occupent d'eux... Où sont les mobilisations, les cartes blanches, les grands débats autour de ces questions, ailleurs que dans les milieux féministes ?

Pour ce qui concerne la violence, il y a certes les chiffres et une prise en charge nécessaire des hommes victimes. Mais on pourrait attendre de l'IEFH un minimum d'analyse en termes de genre : non seulement cela correspond mieux à la réalité, mais c'est plus efficace pour combattre ces violences. Ainsi, la Convention d'Istanbul adoptée en 2011 par le Conseil de l'Europe précise que pour être efficaces, les services (s'occupant des violences, aussi bien dans l'aide aux victimes que la prise en charge des auteurs) « *doivent s'appuyer sur une analyse genrée de la violence. Et c'est notamment là que le bât blesse : l'étude de l'EIGE fait le constat que dans la plupart des pays de l'UE, des mesures législatives existent, de même que des plans nationaux contre la violence, mais que peu d'entre eux tiennent compte d'une dimension de genre* » (1).
L'EIGE, c'est l'Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes : tiens, celui-là pourrait donne rdes leçons à son petit frère belge !

Car l'IEFH n'en est pas à son coup d'essai dans la non-analyse : ainsi, on peut peut lire dans son rapport qu'en 2010, « *l'Institut a enregistré 40 plaintes d'hommes contre 70 plaintes de femmes* ». Et le rapport de poursuivre : « *Cette différence correspond à la réalité que constate régulièrement l'Institut dans ses recherches : les femmes sont plus fréquemment victimes de discrimination sur base du sexe que les hommes* ». Ainsi donc, il a fallu à l'IEFH des « recherches » pour arriver à cette découverte révolutionnaire : les femmes sont davantage discriminées que les hommes. Mais seulement dans la proportion de 1 à 1,7, ce qui tiendrait davantage d'un simple « déséquilibre » que d'une domination... Et tant qu'à parler de ces "stéréotypes" dont les hommes, eu aussi, sont parfois les victimes, comment oublier qu'ils en sont aussi, très souvent et très largement, les bénéficiaires en termes de privilèges ?

Bref, l'IEFH file là du mauvais coton, celui dont on fait de très vilaines couvertures (médiatiques) (2). Les organisations de femmes sont un peu coincées par le fait que leurs financements, déjà fort maigres, en dépendent en partie (et parfois en grande partie). On peut rêver que le CA, lui, réagisse...

1. L'étude est résumée sur le site de Garance :

2. Voir par contre l'interview de Hafida Bachir, présidente de Vie Féimine, paru dans l' Avenir d u 20 novembre

A lire aussi, ce texte jouissif : " Le nombrilisme des hommes face au féminisme ", par Romain Jammes (un homme, donc !)